



**Syndicat national de l'administration scolaire
et universitaire et des bibliothèques**

Fédération syndicale unitaire

Monsieur le premier ministre annonce le gel des dépenses publiques, donnant ainsi un nouveau coup d'accélérateur à une politique déjà massivement destructrice d'emplois publics à l'aide d' « outils » comme la RGPP, la suppression d'un fonctionnaire sur deux partants en retraite, mais aussi la loi sur la mobilité.

Madame la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a présenté un guide destiné aux chercheurs du public présentant l'ensemble des démarches administratives pour aller travailler dans une entreprise privée.

L'objectif économique annoncé est faire baisser les dépenses de fonctionnement de 10% en 3 ans dont 5 dès l'an prochain.

Cela veut dire l'éducation sacrifiée une fois de plus, cela veut dire des inégalités sociales renforcées avec l'appauvrissement des services publics.

On voit bien que les outils pour supprimer massivement des postes et restructurer les services sont désormais en action. Cette cure d'austérité à l'échelle de notre académie va se traduire par de nouvelles réorganisations devant permettre la suppression de 16 postes d'administratifs pour la rentrée 2010 pour le programme 214 (Soutien). Cela n'est pas sans conséquences sur l'organisation générale des services et sur la pérennité même de nos missions.

C'est ainsi que les attachés et attachés principaux responsables de service se retrouvent en première ligne : on leur demande de mettre en application des décisions et de relayer auprès de leurs collègues des mesures visant à casser leur outil de travail dans le seul but de faire de l'économie.

Concernant le décevant projet de réforme de la catégorie A. Un gain de 13 points est obtenu pour le pied de la grille d'attaché et rien pour le reste. L'originalité est la création d'un grade à avancement fonctionnel (GRAF) en effet, il a bien fallu constater le vide laissé par la suppression du corps des CASU et le peu de débouché en terme de grade pour les APAENES sauf quelques hypothétiques emplois fonctionnels nous risquons donc de voir des cohortes d'APAENES en quête de GRAF bloqués sur ce dernier grade.

La carrière des attachés est finalement très vite bloquée, et ses possibilités de progresser demeurent bien opaques. Le SNASUB rejette ces évolutions statutaires et réglementaires et milite pour des salaires où la part indiciaire soit déterminante, où la progression de carrière soit sanctionnée par concours ou examen, seules modalités susceptibles d'apprécier le mérite des fonctionnaires.

Enfin, sur le dossier des retraites, le gouvernement confirme ses orientations ; il vient d'adresser aux syndicats et au patronat son « Document d'orientation sur la réforme des retraites ». Derrière un habillage qui se veut rassurant sur le maintien du régime par répartition, il manœuvre pour contenir une mobilisation qui s'amplifie mais confirme en réalité

ses orientations dangereuses pour le niveau des pensions. Il préconise en effet de travailler plus longtemps, avec 2 leviers possibles le recul de l'âge légal de la retraite, ou /et l'augmentation de la durée de cotisation.

Pour faire passer de nouvelles régressions, le gouvernement réutilise le catastrophisme démographique alors que le Conseil d'Orientation des Retraites a mis en évidence la responsabilité de la crise dans l'aggravation des déficits (2,2 milliards en 2006, 10 milliards en 2008, plus de 32 milliards pour 2010).

Il s'agit donc de prendre prétexte de déficits en grande partie conjoncturels et dont les salariés ne sont pas responsables pour avancer vers des régressions durables ce qui présage des dégradations pour les fonctionnaires comme pour les salariés du privé.

Franck DI BITONTO, commissaire paritaire ADAENES du SNASUB/FSU